

juin
2014

n° 14

Le congrès national se déroulera du 9 au 12 juillet à Nancy...

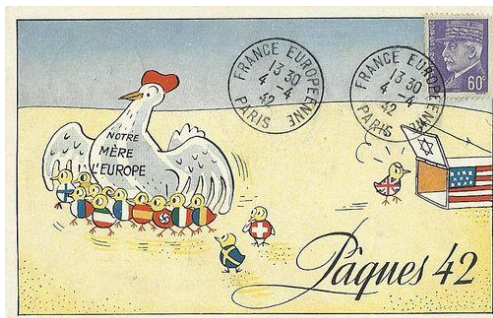
Il est encore temps de s'acquitter de sa
cotisation pour l'année en cours !



Le Mouton Noir

Bulletin trimestriel des libres penseurs des Alpes de Haute Provence

Édito



LP RdV

20 septembre : journée internationale de la libre pensée

La conférence sur Gracchus Ba-beuf aura lieu au cours du dernier trimestre...

AHP

In memoriam... p. 2

La conférence de Reillanne... p. 3

Réhabilitation des fusillés pour l'exemple
Prises de position :

- Pierrevert
- La Palud
- Thoard

Arguments

Députés et libres penseurs en 1905

Pages d'histoire

Jaurès et la guerre... p. 6

"Paroles prophétiques"... p. 7

Samedi 14 juin 2014



Salle PERCHOT, avenue des Thermes
14h30 : assemblée générale de la Fé-dération de la Libre Pensée-04

16h00 : Communication publique

Par Dominique GUFFROY, syndicaliste 04



Sur la question de la
« *charte européenne
des langues régio-nales
et minori-taires* ».

(Ce qui n'a rien à voir avec la
défense des langues ré-gio-nales,
patrimoine de la ré-publique)

Dimanche 29 juin 2014



PACA : fête des libres penseurs

Programme

10h30 : Accueil à la Maison des Associations

Présentation de la « Fontaine 1851 » 1913-2013 « Aux républi-cains des Basses Alpes »

11h30 : Apéritif avec la municipalité des Mées

12h30 : Repas au « Carré des pins »



2,00 €

Prairial CCXXII

ÉDITORIAL...

Ses nostalgiques d'aujourd'hui sont au gouvernement et à Bruxelles, sous le drapeau bleu étoilé !

« **Pétain, tu nous as pétris !** » chanson de poilus citée par Blaise Cendrars dans « La main coupée »

De son surnom « **Précis le sec** » (=étroitesse militaire), il faisait la tournée des popotes en 1917-18, après avoir écrasé les mutins, grévistes aux armées, étourdissant les poilus encore en vie avec son « **pinard** », pour qu'ils aillent jusqu'au bout de la boucherie capitaliste!

C'est lui qui parle en 1940 :

« Vous avez parlé de la région économique... Ma première préoccupation, lorsque j'ai mis la main à la pâte, a été de faire disparaître les causes qui ralentissaient l'application de certaines mesures édictées par le gouvernement. Je me suis rendu compte... qu'il était difficile d'administrer quatre-vingt-neuf départements... Il y avait un désordre incroyable, disons le mot : la pagaille. Je me suis dit qu'il fallait changer tout cela. Nous avons donc décidé de redonner aux préfets l'autorité dont ils ont besoin. Nous organiserons les provinces, ou si vous préférez les régions... C'est pour cela que ces provinces réuniront cinq ou six départements, mais pas plus. Il y aura des consultations générales des organismes comme les vôtres, qui auront leur mot à dire, ainsi que les chambres de métiers. Cette division sera faite très prochainement ; il y aura sans doute une vingtaine de provinces... À l'intérieur nous gardons les départements sous l'autorité des préfets qui seront des maîtres et qui ne recevront de consigne que du gouverneur qui, lui, les recevra du gouvernement... Il y aura auprès du gouverneur un conseil composé de membres qu'il choisira dans toutes les corporations, qu'il consultera souvent, afin qu'il sache ce qui se passe dans sa province et ce dont elle a besoin.

Pour ce qui est de la cité, de la commune, j'aurai tendance à faire acte d'autorité, comme je l'ai déjà fait pour certaines villes, mais nous étendrons par contre l'autorité des maires. Il faut du reste s'attendre à ce que les maires soient nommés par le gouvernement... nous ferons appel, pour diriger le pays, à ceux qui lui ont rendu de grands services... Tout le monde trouvera sa place et le devoir de chacun sera tracé. Il y aura auprès du gouverneur un conseil composé de membres qu'il choisira dans toutes les corporations, qu'il consultera souvent, afin qu'il sache ce qui se passe dans sa province et ce dont elle a besoin.

(P. Pétain, Allocution prononcée à la Chambre de Commerce de Lyon, le 18 novembre 1940 -Vers la création de provinces autonomes)

« ... les patrons et les ouvriers seront en contact permanent. Ils délibéreront ensemble. Ils seront tous, dans des conditions justes et humaines, les participants d'une réussite qui leur tiendra également à cœur. La notion du comité social mixte remplacera celle du syndicat partisan et, pas à pas, nous nous achèminerons vers l'établissement d'un corporatisme qui, tenant compte des évolutions du social et de l'économie, rappellera à maints égards l'étroite solidarité qui existait autrefois parmi les travailleurs si remarquablement consciencieux de nos vieilles familles. **(Le 22/09/1941 à Chambéry)**

« **Travail-Famille-Patrie** »,

« **Arbeit macht Frei** ! » ! Rien de changé sous le soleil ?

Faux ! Le peuple laborieux en a assez et il vient encore de l'exprimer péremptoirement en France et au-delà... !

Ni Dieu(x) ! Ni maîtres !

À bas la calotte ! Vive la Sociale ! Vive la Laïque !

Camarades, tous ensemble, les 14 et 29 juin... !

Marc POUYET

In memoriam

Gréoux : Pierre-Jean LAMBERT

Message de Marc Blondel à Pierre-Jean son camarade de combat lu par la LPO4 le 8 janvier au crématorium de Manosque.

Mon univers se restreint et mon cœur se serre.

L'engagement syndical fait de solidarité conduit parfois à la fraternité.

C'était le cas avec Pierre Jean LAMBERT que je revois salarié de la mutualité qui défendra et améliorera bec et ongles la convention collective de la profession, combat difficile que nous mènerons, avec succès, Pierre Jean n'hésitant pas à lancer ses camarades en grève.

L'interprofessionnel nous contaminera tous les deux, il deviendra secrétaire général de l'UD d'Ile et Vilaine où, par son calme et son engagement il développera l'influence de la CGT-FO.

Pierre Jean était un bâtisseur, il gardait les pieds sur terre, loin de la démonstration, il pratiquait l'efficacité.

Il y a quelques mois, à l'occasion du congrès de la libre pensée à Ste-Tulle, nous nous étions retrouvés avec un plaisir discret, un peu comme deux comparses, un peu comme des anciens combattants. Nos regards se sont croisés et nous nous sommes compris.

Pierre Jean, lui qui ne désirait pas l'expression publique et médiatique, restera une figure de notre mouvement syndical. Celui de la classe ouvrière et de l'indépendance syndicale, une pierre sur laquelle les militants construisent, notamment le combat de demain.

A sa famille et à l'UD d'Ile et Vilaine, j'adresse mes condoléances et ma solidarité dans leur chagrin.

Marc BLONDEL : Président de la FNLP



En août 2012, il présidait le congrès national de la FNLP à Ste Tulle. Soucieux d'aider notre petite fédération de libres penseurs du 04, il sut trouver ce qu'on nous refusait matériellement et institutionnellement pour assurer le succès de ce grand moment annuel de démocratie, dans le département des insurgés de 1851 pour la république.

S'informant de l'état de la laïcité et de la liberté de conscience dans notre département, ne lâchant rien, nos dossiers lui tenaient à cœur et il en assura le suivi attentif encore récemment, notamment à l'occasion de la nomination de Jean-Louis Bianco à la présidence de l'Observatoire de la laïcité.

A l'occasion de sa conférence de presse préparatoire au congrès, dans la salle du conseil municipal de la mairie de Pierrevet, sa place était **sous Marianne**.

Il ne se priva pas de faire remarquer, comme à son habitude, que manquait, sur le fronton de la mairie, la devise de la république « Liberté-Égalité-Fraternité », idem sur les bâtiments d'école.

Comme pour donner le ton et le caractère collectif et historique à ses déclarations aux journalistes, nombreux pour l'occasion, il nous demanda un fond musical pendant toute la conférence de presse: le répertoire des chants du mouvement ouvrier républicain, de la Commune de Paris, comme un écho vivant des plus grands moments révolutionnaires de ce pays.

L'accueil chaleureux et la rencontre avec le maire de Ste Tulle, Rémi Charpy, furent ceux de deux « vieux » syndicalistes issus de la même grande CGT, bien que séparés organisationnellement depuis. Ils parlaient de la même chose.

Marc, le rebelle, l'anarchiste et le collectiviste réunis, a su être le président de la FNLP, titre, comme il disait, contradictoire, car comment peut-on être le président des libres penseurs qui par nature n'ont ni Dieu ni maître !

Avec Marc, la Libre Pensée a continué plus que jamais d'être ce qu'elle doit être : « le levain philosophique de la classe ouvrière » [sic Morgan Termeulen] comme à ses plus grands moments de gloire.

Digne : Maurice ROCHE « ...j'ai encore beaucoup à apprendre. »

Fidèle à la Libre Pensée et modeste avec cela ! Une des petites cartes fleuries de Maurice, s'excusant éternellement de ne pouvoir se déplacer à nos assemblées générales et conférences.

Ligne du 7 Mars 2012

Cher ami,

Merci pour votre invitation à la prochaine assemblée générale.

Je comprendrai plus de votre et me mettrai à l'œuvre à des réunions en dehors de Digne.

Travail m'occupe.

Je suis sûr de ne plus être absent, car j'ai envie de participer à l'assemblée.

Avec nos meilleurs sentiments,

M. Roche



LE MOUTON NOIR

Bulletin trimestriel de la Fédération Départementale des Groupes de Libres Penseurs des Alpes de Haute Provence

Trimestriel imprimé par nos soins

Soutien : 2,00 euros

Abonnement 1 an

(frais d'envoi compris) : 10 €

Directeur de la publication

Marc POUYET

Comité de rédaction

M. Pouyet ; B. Roger ; P. Apartis ; A. Alphanet.

Concepteur-rédacteur

Diffusion-abonnements

Bernard ROGER

FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE des GROUPES de LIBRES PENSEURS des ALPES DE HAUTE PROVENCE

Courrier

rue des Chevaliers

04230 Cruis

☎ : 04 92 71 09 53

Site départemental

<http://librepensee04.over-blog.com>

Courriel

librepensee04@orange.fr

FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

10/12 rue des Fossés-St-Jacques

75005 Paris

☎ : 01 46 34 21 50

☎ : 01 46 34 21 84

Site national

<http://www.fnlp.fr>

Courriel

librepensee@wanadoo.fr

Association Internationale

des Libres Penseurs

<http://www.internationalfreethought.org>

Réhabilitation...

Vœu unanime du conseil municipal de Pierrevert

« Considérant le rôle déterminant du travail de mémoire quant aux enseignements que nos concitoyens peuvent tirer d'événements constitutifs de notre conscience collective,

Considérant la prochaine commémoration du centenaire de la guerre de 14/18 qui donnera lieu dans notre département comme au niveau national à nombre d'événements tant institutionnels qu'associatifs,

Considérant que dans ce cadre, l'évocation de l'horreur des combats de cette 1^{ère} guerre mondiale, de ses millions de morts et de blessés, conduira à nouveau à prendre la mesure des sacrifices, des peurs et des souffrances d'hommes engagés sur le front devenu un immense charnier,

Considérant que parmi ces victimes, plus de 600 soldats, parvenus aux limites de leur endurance physique et morale face à un tel massacre ou parce que leur conscience ou leurs valeurs humanistes le leur dictaient, ont refusé de partir à l'assaut,

Considérant que ces hommes, iniquement accusés de trahison et de lâcheté et désignés plus tard sous le vocable « fusillés pour l'exemple », furent passés par les armes au terme de conseils de guerre réunis dans des conditions ouvrant la voie aux décisions les plus arbitraires,

Considérant que cette tragédie continue à porter atteinte à leur dignité et qu'elle a jeté l'opprobre sur des familles entières déjà meurtries par la disparition d'un être cher, et aujourd'hui sur leurs descendants,

Considérant le mouvement entrepris dès la fin de cette première guerre mondiale par de nombreuses associations ayant relayé et conforté les démarches individuelles de leurs familles pour obtenir leur réhabilitation, mouvement auquel continuent de s'associer de plus en plus de personnalités et d'institutions de la vie civile et politique,

Considérant que l'examen juridique d'une réhabilitation au cas par cas n'a plus de sens à ce jour et que seule une réhabilitation collective peut enfin rendre justice à tous ces morts et honorer leur mémoire,

Le Conseil Municipal de Pierrevert, à l'unanimité, demande solennellement au Président de la République de se prononcer publiquement en faveur de la réhabilitation générale et collective des « fusillés pour l'exemple » de la première guerre mondiale, afin que la Nation puisse enfin honorer officiellement leur mémoire et que celle-ci puisse perdurer dans l'histoire de notre pays. »

Un vœu identique a été adopté par le conseil municipal de La Palud sur Verdon ainsi qu'à Thoard.

Reillanne 26 avril 2014

A. H. P...

L'art officiel de commémorer l'horreur

Une conférence de Michel Barbe – extraits de l'article de M. Termeulen paru dans La Marseillaise.

« L'Éducation Nationale et tous les citoyens sont appelés à se mobiliser pour commémorer la Grande Guerre, faisait observer le conférencier, or personne de nos jours ne peut savoir ce que cela veut réellement dire : on tente de nous faire croire que tout a commencé dans le bon droit, la légitimité ».



D'après Michel Barbe, la guerre devient dès le début une catastrophe pour les États belligérants : « Il s'agit de réfléchir aux causes qui nous ont amené cette guerre », prônait-il. En historien aguerri (sans jeu de mots), Michel Barbe argumente preuves à l'appui : il produit un texte issu d'une conférence donnée par Friedrich Engels à des étudiants en... 1887 (voir page 7).

Dès le début de la guerre, l'enjeu était donc de trouver des nouveaux soldats, de la chair à canon fraîche. Les gouvernements russe et français s'entendent pour un échange de soldats russes contre du matériel de guerre français, moderne : « Dès le début, les soldats russes comprennent qu'ils sont l'objet d'un vil marchandage », estimait Michel Barbe. Lorsqu'ils arrivent en France par Marseille, les soldats sont confinés aux Aygalades tandis que les officiers profitent de la *dolce vita* que leur offre la capitale provençale : « Les soldats amènent en France toutes les contradictions de leur société. Les officiers sont issus de l'aristocratie terrienne tandis que les hommes de rangs sont des moujiks, des paysans sans terre ».

Quand la monarchie tsariste tombe après la Révolution de Février (au moment même de la boucherie du chemin des Dames), les régiments russes en France créent des conseils de soldats. Ils y discutent même d'aller ou non au front. L'état-major français s'en inquiète, craignant la contagion des idées révolutionnaires. Ils sont donc cantonnés dans le camp de la Courtine, en Creuse. Après la Révolution d'Octobre et la pais séparée de la Russie, ils exigent le rapatriement. Au lieu d'obtempérer, le gouvernement français fait encercler le camp. La répression sera terrible. On ne laissera aux Russes que le choix de continuer le combat, travailler dans le civil ou la déportation en Algérie.

Michel Barbe rappellera qu'avant l'éclatement de la crise ukrainienne, Vladimir Poutine avait été invité par le gouvernement français pour le centenaire de 14-18, invitation annulée : « S'il était venu, nul doute qu'il ne serait pas allé se recueillir à la Courtine et honorer la mémoire des soldats bolcheviks qui se révoltèrent mais il serait allé dans la Marne avec Hollande pour célébrer le massacre », persiflait le conférencier. Et de conclure : « C'est la Révolution russe qui s'est invitée en France »...



Conférence suivie du banquet gras...



Députés et libres penseurs à la chambre en 1905

Quand les députés libres penseurs Allard, Vaillant, Briand et Jaurès s'expliquaient à la Chambre en avril 1905.

18^e séance du 21 avril : 2 conceptions de la séparation des Églises et de l'État sont confrontées :

En finir avec les Églises, la première l'Église romaine, ou bien, séparation respectant la liberté de conscience ?

MAURICE ALLARD (député du Var)

Il y a telle ou telle séparation dont l'Église peut parfaitement s'accommoder ; mais, nous, libres penseurs, quelle est la séparation que nous voulons ? Ce ne peut être que celle qui amènera la diminution de la malice de l'Église et des religions(...)

Ma solution, c'est naturellement la reprise des biens par la nation et je demande que la Nation affecte ces biens tout spécialement aux caisses de retraites ouvrières et paysannes. Au moment où nous cherchons des ressources pour créer ces caisses de retraites ouvrières, nul usage plus noble ne pourrait être fait des fonds qui reviendront à l'État après avoir été arrachés à l'Église(...)

Ce que nous poursuivons, c'est la lutte contre l'Église, qui est un danger politique et un danger social. Nous ne devons donc, sous aucune forme, fournir à l'Église le prestige et les moyens d'action qui lui manqueront le jour où elle sera abandonnée à elle-même (...)

J'ai déclaré que je ne cachais pas mes intentions, qui devraient être celles de tous les véritables républicains. Il faut le dire très haut : il y a incompatibilité entre l'Église, le catholicisme, ou même le christianisme et tout régime républicain. Le christianisme est un outrage à la raison, un outrage à la nature(...)

Aussi je déclare très nettement que je veux poursuivre l'idée de la Convention et achever l'œuvre de la déchristianisation de la France qui se poursuivait dans un calme parfait et le plus heureusement du monde jusqu'au jour où Napoléon conclut son Concordat (...)

Pourquoi nous républicains et, surtout, nous socialistes, voulons-nous déchristianiser ce pays ? Pourquoi combattons-nous les religions ? Nous combattons les religions parce que nous croyons, je le répète, qu'elles sont un obstacle permanent au progrès et à la civilisation (...)

Aujourd'hui encore combien de progrès ne sont pas réalisés parce que nous traînons derrière nous ce lourd boulet du judéo-christianisme, avec son cortège de préjugés et de mensonges conventionnels ?

En résumé, un homme religieux est un homme en état de subjectivité, un individu chez lequel les images subjectives prennent la prédominance au détriment des images objectives. Eh bien ! Il n'est pas bon que l'humanité vive dans le rêve et se contente, pour tout aliment, d'images subjectives (...)

Que voulons-nous donc, nous, socialistes ? Nous voulons que les hommes se préoccupent un peu plus du monde extérieur, du monde objectif, qu'ils sachent se faire leur paradis sur la terre, au lieu de le chercher dans un monde imaginaire (...)

Ah ! La bourgeoisie sait ce qu'elle dit quand elle affirme qu'il faut une religion pour le peuple. Au fond, c'est là toute sa conscience religieuse. Il faut une religion pour le peuple, parce que pendant que vous entretenez le peuple dans cet état de subjectivité, pendant que vous le bercez avec les rêveries mystiques et religieuses, pendant ce temps, la bourgeoisie, tout à fait objective, elle, sait tirer parti du monde extérieur où elle trouve abondance et richesses (...)

Nous combattons donc la religion, parce que nous voyons dans la religion le plus grand moyen qui reste encore entre les mains de la bourgeoisie, entre les mains des capitalistes, pour conserver le travailleur dans son état de dépendance économique. Voilà pourquoi nous faisons la guerre à tous les cultes et pourquoi nous en sommes les adversaires les plus acharnés (...)

Et maintenant, messieurs, si mon contre-projet est repoussé, voterai-je le projet gouvernemental ? Oui, je le voterai parce qu'il engage un principe dont je suis partisan. Je le voterai cependant avec anxiété, avec inquiétude parce que personne ne sait ce qui peut en sortir. Il peut en sortir pour l'Église une puissance incalculable, beaucoup plus forte que celle dont elle dispose aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, je le voterai, car s'il produit les résultats que je crains, si l'Église devient trop puissante, trop insolente, j'ai confiance dans le peuple qui saura remettre les choses au point. Je compte, dis-je, que si l'Église croit, comme je le crains, en puissance et en insolence, c'est le peuple lui-même qui se chargera de faire la véritable séparation. Et c'est pourquoi, à défaut du mien, je voterai le projet de la commission (...)

NOM, Prénom :

Adresse :

..... Code postal :

Ville :

☎ : Portable :

.....@.....

☐ demande à être informé des activités de la LP-04

☐ demande à adhérer à la LP-04

Retourner à : FDGLP-04, rue des Chevaliers 04230 Cruis

La cotisation est constituée de

- 50 € de part nationale.

- 12 € de part départementale.

Peut s'y ajouter :

- l'abonnement à *La Raison*.

- l'abonnement à *L'Idée Libre*.

La cotisation "jeune" à 32 € inclut l'abonnement à *La Raison*

En cas de difficultés financières ou de ressources très réduites, contacter la Fédération.

Bulletin à retourner à :

FDGLP-04, rue des Chevaliers 04230 Cruis

En adhérant vous recevrez chaque trimestre le bulletin départemental.



La Libre Pensée est une association d'éducation populaire et d'action sociale.

Elle considère tous les mysticismes et toutes les religions comme les plus grands obstacles à l'émancipation de la pensée car ils divisent les hommes et les détournent de leurs buts terrestres en développant dans leur esprit la superstition, la peur de l'au-delà et la résignation. Dégénérant facilement en cléricisme, fanatisme, impérialisme et mercantilisme, les religions aident les puissances de réaction à maintenir l'humanité dans l'ignorance et la servitude. Leur prétendue adaptation aux idées de progrès n'est qu'une nouvelle tentative pour rétablir leur domination passée.

Nous sommes donc en présence d'un double obstacle, de deux forces hostiles qu'il nous faut séparer pour en avoir plus facilement raison (...)

Il faut diviser ce double ennemi dont les forces réunies sont plus redoutables, plus difficiles à vaincre. Il nous faut profiter du moment où l'État, sous pression de l'opinion, s'y décide (...)

Notre première tâche, donc, c'est de séparer l'Église de l'État, de séparer l'Église, instrument d'erreur et de domination morale au profit de la classe possédante, de l'État représentant du pouvoir politique de cette classe. La conscience de la classe ouvrière et de la démocratie socialiste conçoit la nécessité de réclamer la séparation comme un moyen d'affranchissement, et pur leur permettre de mieux lutter contre l'un et contre l'autre pouvoir de la classe dominante : l'État et l'Église associés contre elles. Je l'ai fait remarquer ; dans nombre de périodes de réaction c'est en totalité que ces forces ennemies se sont coalisées contre la classe ouvrière, le socialisme et la République, contre tout progrès (...)

Je vous demande donc de voter la séparation la plus complète possible, celle qui sera par elle-même, désarmant davantage l'Église, la réforme la plus complète, celle qui engagera le mieux les réformes qui doivent en être la conséquence, c'est-à-dire le projet Allard. Si nous ne pouvons pas arriver à ce vote, le plus libérateur de tous, je demanderai que nous améliorions le projet de la commission, afin que notre loi soit une loi de libération sociale, une loi de véritable séparation de l'Église et de l'État.

ARISTIDE BRIAND

Au nom de la commission, je demande à la Chambre de repousser le contre-projet de mon honorable collègue et ami M. Allard, et cela non seulement par une considération de procédure, c'est-à-dire dans l'unique but d'atteindre plus vite la solution désirable, mais aussi mais surtout, pour les raisons de principe qui marquent une différence grave et profonde entre le projet de la commission et du Gouvernement et le contre-projet de M. Allard (...)

Évidemment mon ami Allard a le désir très vif que l'Église, que la religion elle-même disparaissent. Seulement, au lieu de compter, pour atteindre ce but, sur le seul effort de la propagande, sur la seule puissance de la raison et de la vérité, M. Allard, dans sa hâte d'en finir avec la religion, se tourne vers l'État(...)et l'appelle au secours de la libre pensée ; il lui demande de mettre l'Église dans l'impossibilité de se défendre ; il le somme de commettre, au service de la libre pensée, la même faute qu'il a commise au service de l'Église et que nous n'avons jamais cessé, nous libres penseurs, de lui reprocher. Cela, ce n'est pas la conception de la libre pensée au moins telle que je l'interprète (...)

S'il fallait donner un nom au projet de M. Allard, je crois qu'on pourrait justement l'appeler un projet de suppression des Églises par l'État (...)

Pour nous, républicains, la séparation, c'est la disparition de la religion officielle, c'est la République rendue au sentiment de sa dignité et au respect de ses principes fondamentaux. Ils lui commandent de reprendre sa liberté, mais ils n'exigent pas que ce soit par un geste de persécution (...)

Pour moi, la séparation est tout entière dans la dénonciation du Concordat, dans la suppression du budget des cultes, dans la disparition du caractère officiel dont sont investis aujourd'hui l'Église et ses ministres et qui constituent le meilleur de leur prestige et de leur force (...)

Le pays républicain a du bon sens ; il a aussi de l'équité ; il ne vous demande pas de faire contre l'Église une loi de persécution ou de ruse. Les libres penseurs eux-mêmes ne peuvent désirer cela. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Ce qu'ils veulent simplement, c'est que vous arrachiez à l'Église le bouclier officiel derrière lequel elle peut s'abriter contre les efforts de la pensée libre : ce qu'ils ont seulement le droit d'exiger, c'est que l'État les mette face à face avec l'Église pour lutter à armes égales (...)

Je m'excuse d'avoir retenu si longtemps l'attention de la Chambre et je termine en disant à mes amis républicains et libre penseurs : Si vous voulez que la raison libre ait un abri, construisez-le-lui ; mais n'essayez pas de la faire coucher dans le lit de l'Église. Il n'a pas été fait pour elle. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

JAURES Séance du 21 avril 1905

(...)Ainsi toute notre histoire proteste contre je ne sais quelle tentation de substituer les compromis incertains et tâtonnants du schisme à la marche délibérée de l'esprit vers la pleine lumière, la pleine science et l'entière raison.

C'est sans équivoque, c'est sans ambiguïté, c'est en respectant dans la limite même de leur fonctionnement les principes d'organisation des Églises, qui ne deviennent plus qu'un des éléments de la liberté générale, et c'est en dressant contre ces Églises la grande association des hommes travaillant au culte nouveau de la justice sociale et de l'humanité renouvelée, c'est par là et non par des schismes incertains que vous ferez progresser ce pays conformément à son génie.

Voilà pourquoi l'œuvre que la commission nous soumet, œuvre de liberté, œuvre de loyauté, œuvre hardie dans son fond, mais qui ne cache aucun piège, qui ne dissimule aucune arrière-pensée, est conforme au véritable génie de la France républicaine(...)

Nous ne faisons pas une œuvre de brutalité ; nous ne faisons pas une œuvre de sournoiserie ; nous faisons une œuvre de sincérité. C'est là le caractère du travail de la commission, et voilà pourquoi je m'y rallie.

(Extraits choisis)

Source : http://classiques.uqac.ca/collection_documents/assemblee_nationale/assemblee_nationale.html

Lire l'intégralité de ce débat est éclairant et formateur et montre la capacité des libres penseurs, fussent-ils députés, de débattre.

29-31 JUILLET 1914 : JAURÈS

Le mercredi 29, Jaurès est à Bruxelles, où le Bureau socialiste international a été convoqué en hâte. Un grand meeting a lieu le soir, auquel participent des socialistes de tous les pays : Morgari, Keir Hardie, Roubanovitch, Vandervelde, Troelstra, Haase et Rosa Luxemburg. Ce soir-là, le vent est à l'optimisme. Une dépêche laisse entendre que le conflit restera localisé et qu'un accord est en vue. « **Il se peut, dit Jaurès, que ce résultat soit dû à l'action des prolétaires allemands.** » Puis : « **Quant à nous, c'est notre devoir d'insister pour que notre gouvernement parle avec force à la Russie de façon qu'elle s'abstienne. Si par malheur la Russie n'en tenait pas compte, notre devoir est de dire : Nous ne connaissons qu'un traité, le traité qui nous lie à la race humaine !** » (...) Mais il atteste encore la volonté de paix du gouvernement français, et, en même temps, celle du gouvernement britannique. (...)

Le vendredi 31, l'espoir s'effondre. On apprend dans l'après-midi que l'Allemagne vient de proclamer « l'état de danger de guerre », en réponse, vraisemblablement, à la mobilisation générale russe bien que le gouvernement le nie. Jaurès a sans doute à ce moment la conviction que le gouvernement français l'a trompé avec sa volonté de paix, qu'à son tour il a partout affirmée.

Dans les couloirs de la Chambre, il interpelle vivement le ministre Malvy : « **La France est-elle la vassale de la Russie ? Va-t-elle se laisser entraîner par elle dans la guerre ?** » Dans la salle des Quatre-Colonnes, devant de nombreux journalistes, il s'écrie : « **Aurons-nous à faire la guerre parce qu'on n'a pas tenu la promesse faite par d'Aerenthal à Isvolsky de lui donner, à titre de pourboire, 40 millions pour l'arrangement de l'Autriche au sujet de la Bosnie-Herzégovine ? Est-ce pour cela que nous allons répandre le sang des peuples d'Europe ?** » Il reprend le langage qu'il tenait, il y a une semaine, à Vaise ; aussi le bruit court-il que l'article qu'il va écrire tout à l'heure pour le numéro de samedi de l'*Humanité* sera un nouveau *J'accuse !* dénonçant les intrigues et les mensonges qui ont mis le monde au seuil de la guerre. Dans la soirée, il veut encore tenter un effort auprès du président du Conseil. Il conduit une délégation du groupe socialiste au Quai d'Orsay. Viviani n'est pas là. C'est le sous-secrétaire d'Etat Abel Ferry qui reçoit la délégation. Après avoir écouté Jaurès, il lui demande ce que comptent faire les socialistes en face de la situation : « **Continuer notre campagne contre la guerre** » répond Jaurès.

A quoi Abel Ferry réplique : « **C'est ce que vous n'oserez pas, car vous seriez tué au prochain coin de rue !** ».

Deux heures plus tard, quand Jaurès va regagner son bureau de l'*Humanité* pour écrire l'article redouté, l'assassin Raoul Villain l'abat; deux balles de revolver tirées à bout portant ont provoqué une mort presque immédiate. Le lendemain, au début de l'après-midi, l'ordre de mobilisation générale est partout affiché et proclamé : « Le premier jour de la mobilisation est le dimanche 2 août. »

En ce même après-midi, Hermann Müller, mandaté par le Parteivorsstand de la social-démocratie allemande, arrive à Paris. Il vient pour information, et surtout pour préparer l'adoption d'une attitude commune par les partis français et allemand sur le vote des crédits de guerre.

Alfred ROSMER – Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale

De l'union sacrée à Zimmerwald - Editions d'Avron

Les voies du seigneur (1)...

Un pasteur kenyan a ordonné à ses fidèles femmes de se rendre dans l'autel de Dieu sans aucun sous-vêtement. Le pasteur a appuyé ses propos en assurant que le fait d'en porter était impie. Lors d'une assemblée qu'il présidait, le révérend Njohi a donc fait passer une loi interdisant le port de sous-vêtements pour les femmes, arguant que les fidèles doivent être libres de corps et d'esprit pour recevoir le Christ. Sans quoi, les représailles seront sévères...

Les voies du seigneur (2)...

Une nonne salvadorienne, sœur Roxana Rodriguez, a donné naissance près de Rome à un petit garçon appelé Francesco, en hommage au pape François. Roxana avait été hospitalisée pour de sévères douleurs abdominales, ignorant qu'elle était enceinte. « C'est un cadeau de Dieu », s'est-elle exclamée, heureuse, ne sachant pas encore qu'elle allait connaître le rejet et la haine. La mère supérieure de son couvent s'offusquant qu'elle n'ait pas su « résister à la tentation » a tranché : « Qu'elle se débrouille ! » Ses anciennes collègues, rappelant que leur communauté religieuse doit obéir aux vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, ont fait savoir que Roxana avait « disparu de leurs pensées »...

Valls à Rome !

Honte à ces hommes politiques actuels, tant dans la majorité que dans l'opposition, qui n'ont de cesse de flatter les associations communautaristes, en violation de la laïcité...



Rescapé ! 28 mai 2014 :

Incendie dans la grotte... à Bethléem. Une lampe à huile a mis le feu à des tentures murales dans la grotte où, selon la tradition chrétienne, est né le Christ. L'incident est survenu quelques heures après le départ du pape...

Encore une victime de la religion...

24 avril 2014 : Bergame, avant la canonisation : chute de calvaire...1 mort !



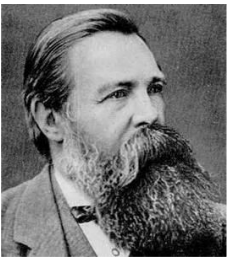
Jorge Mario Bergoglio sur le départ...

12 mai 2014 : « Les hommes verts au long nez et aux grandes oreilles, les Martiens », ont le droit d'être baptisés... déclare François Lepape.

Une souscription est ouverte pour lui payer un aller simple...



Friedrich Engels, "30 ans avant la guerre 14-18 !"



« ... Et enfin, il n'y a plus pour la Prusse-Allemagne d'autre guerre possible qu'une guerre mondiale, et, à la vérité, une guerre mondiale d'une ampleur et d'une violence encore jamais vues. Huit à dix millions de soldats s'entr'égorgent ; ce faisant, ils dévoreront toute l'Europe comme jamais ne le fit encore une nuée de sauterelles.

Les dévastations de la guerre de Trente ans, condensées en trois ou quatre années et répandues sur tout le continent : la famine, les épidémies, la férocité générale, tant des armées que des masses populaires, provoquée par l'âpreté du besoin, la confusion désespérée dans le mécanisme artificiel qui régit notre commerce, notre industrie et notre crédit, finissant dans la banqueroute générale. L'effondrement des vieux États et de leur sagesse politique routinière est tel que les couronnes rouleront par douzaines sur le pavé et qu'il ne se trouvera personne pour les ramasser ; l'impossibilité absolue de prévoir comment tout cela finira et qui sortira vainqueur de la lutte ; un seul résultat est absolument certain : l'épuisement général et la création des conditions nécessaires à la victoire finale de la classe ouvrière.

Telle est la perspective si la course aux armements, poussée à l'extrême porte enfin ses fruits inévitables. Voilà, Messieurs les princes et les hommes d'État, où votre sagesse a amené la vieille Europe. Et s'il ne vous reste rien d'autre qu'à ouvrir la dernière grande sarabande guerrière, ce n'est pas pour nous déplaire (uns kann es recht sein). La guerre va peut-être nous rejeter momentanément à l'arrière-plan, elle pourra nous enlever maintes positions déjà conquises. Mais, si vous déchaînez des forces que vous ne pourrez plus maîtriser ensuite, quelque tour que prennent les choses, à la fin de la tragédie vous ne serez plus qu'une ruine et la victoire du prolétariat sera déjà acquise, ou, quand même (doch), inévitable. »

Londres, 15 décembre 1887

BILLET

« En France, nous avons épuisé CINQ républiques ! CINQ ! Unique au monde ! La Cinquième actuelle est moribonde. Question naïve : alors, il y en a eu déjà QUATRE avant la nôtre ? Et oui ! Mais alors quelles différences entre toutes, en dehors d'une plate chronologie qui n'explique ?

Les quatre premières sont toutes nées ou d'une révolution ou d'une situation révolutionnaire et toutes mortes d'un coup d'État bonapartiste.

Rappel :

1) 20 septembre 1792, naissance de LA République sur la ruine définitive de la monarchie, première République assassinée par Napoléon Bonaparte.

2) Février 1848 : première révolution où apparaît la classe ouvrière en tant que classe. La 2^{de} est assassinée par Napoléon-le-Petit en 1851.

3) 1870 : chute du Second empire ? La 3^{me} meurt assassinée en 1940 avec Pétain (triste Bonaparte chenu !) et Hitler (Occupation).

4^{me} république : 1945 avec la Libération. Assassinée le 13 mai 1958 à Alger par le quatrième Bonaparte, un autre militaire, général, appelé de Gaulle ? République honteuse, née loin de Paris siège de toutes les révolutions. Coup d'État colonialiste, militariste, avec le jeune le Pen déjà actif !

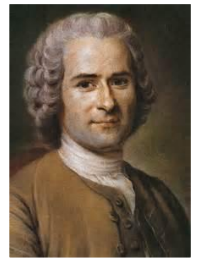
Conclusion, la V^e République antirépublicaine et bonapartiste doit mourir dans une révolution qui se profile déjà dans la crise où elle tente de se survivre avec "la gauche", "socialiste" au pouvoir ! Ce n'est plus de l'Histoire, c'est de l'actualité et nous en sommes les acteurs, témoins comme libres penseurs antimilitaristes, anti-colonialistes, anticapitalistes et anticléricaux (Valls-le-socialiste au Vatican aujourd'hui !). Suivons donc le cheminement révolutionnaire des soldats russes organisés en conseil démocratiques élus de soldats (soviet dans leur langue, mot devenu du vocabulaire universel). »

Michel Barbe



2 juillet 1778

Jean-Jacques Rousseau, né en 1712 et mort le 2 juillet 1778, fut l'un des philosophes les plus influents du siècle des Lumières.



Auteur de travaux sur l'homme, la société ou l'éducation, il a fortement influencé les révolutionnaires français. Considéré comme le plus grand moralisateur de son siècle, il est l'auteur d'ouvrages de référence tels que "Discours sur l'inégalité", "Julie ou la Nouvelle Héloïse", "Du contrat social"... Les révolutionnaires transfèrent ses cendres au Panthéon en 1794.

6 août 1806

Fin du Saint Empire Romain Germanique... Après la seconde guerre mondiale, mise en route de la construction de l'Europe vaticane...



4 septembre 1870

Le 4 septembre 1870, les Parisiens proclament la République (c'est la III^e du nom). En souvenir de ce jour, de nombreuses rues de France portent le nom du «Quatre Septembre».

C'est après avoir appris la capture de l'empereur Napoléon III par les Prussiens à Sedan que les républicains de la capitale ont pris le pouvoir. Ils ont été devancés de quelques heures par leurs homologues de Lyon et Marseille.



LE DRAPEAU

Ils sont quinze cent mille qui sont morts pour cette saloperie-là
Quinze cent mille dans mon pays, quinze millions dans tous les pays.

Quinze cent mille morts, mon Dieu !

Quinze cent mille hommes morts pour cette saloperie tricolore...

Quinze cent mille morts dont chacun avait une mère, une maîtresse,

Des enfants, une maison, une vie, un espoir, un cœur...

Qu'est-ce que c'est que cette loque pour laquelle ils sont morts ?

Quinze cent mille morts, mon Dieu !

Quinze cent mille morts pour cette saloperie.

Quinze cent mille éventrés, déchiquetés,

Anéantis dans le fumier d'un champ de bataille,

Quinze cent mille que nous n'entendrons plus JAMAIS, que leurs amours ne reverront plus JAMAIS.

Quinze cent mille pourris dans quelque cimetière

Sans planches et sans prières...

Est-ce que vous ne voyez pas comme ils étaient beaux, résolus, heureux

De vivre, comme leurs regards brillaient, comme leurs femmes les aimaient ?

Ils ne sont plus que de la pourriture...

Pour cette immonde petite guenille !

Terrible morceau de drap coulé à ta hampe, je te hais férocelement,

Oui, je te hais dans l'âme, je te hais pour toutes les misères que tu représentes

Pour le sang frais, le sang humain aux odeurs âpres qui gicle sous tes plis

Je te hais au nom des squelettes... Ils étaient quinze cent mille

Je te hais pour tous ceux qui te saluent,

Je te hais à cause des peigne-culs, des couillons, des putains,

Qui traînent dans la boue leur chapeau devant ton ombre,

Combattant pour la révolution socialiste internationale

Je hais en toi toute la vieille oppression séculaire, le dieu bestial,

Le défi aux hommes que nous ne savons pas être.

Je hais tes sales couleurs, le rouge de leur sang, le sang bleu que tu volas au ciel,

Le blanc livide de tes remords.

Laisse-moi, ignoble symbole, pleurer tout seul, pleurer à grands coups

Les quinze cent mille jeunes hommes qui sont morts.

Et n'oublie pas, malgré tes généraux, ton fer doré et tes victoires,

Que tu es pour moi de la race vile des torche-culs.

Jean ZAY, (1904-1944) Extrait de "Les Respects".

6 mars 1924

(Ministre en 1936-1937, libre-penseur, son œuvre scolaire (médecine scolaire etc.), défense de la laïcité et pour la recherche publique (CNRS) fait honte à tous les ministres de l'Éducation nationale de "gauche" qui suivront. Il refuse de prêter serment de fidélité à Pétain, emprisonné, il est fusillé par la milice en 1944, son corps jeté dans un puits)

COMPLAINTÉ DU FUSILLÉ

Ils m'ont tiré au mauvais sort
par pitié

J'étais mauvaise cible

le ciel était si bleu

Ils ont levé les yeux

en invoquant leur dieu

Et celui qui s'est approché

Seul

sans se hâter

tout comme eux

un petit peu a tiré à côté

à côté du dernier ressort

à la grâce des morts

à la grâce de dieu.

Ils m'ont tiré au mauvais sort

par les pieds

et m'ont jeté dans la charrette

des morts

des morts tirés des rangs

des rangs de leur vivant

numéroté

leur vivant hostile à la mort

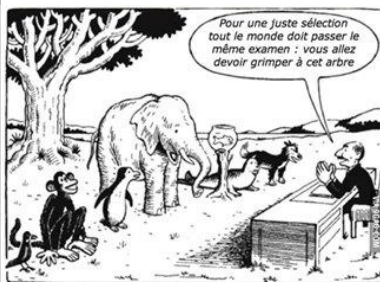
Et je suis là près d'eux

vivant encore un peu

tuant le temps de mon mal

tuant le temps de mon mieux.

Jacques PRÉVERT



Notre système éducatif

"Tout le monde est un génie. Mais si vous jugez un poisson par sa capacité à grimper aux arbres, il passera sa vie entière persuadé qu'il est totalement stupide."

- Albert Einstein



Truculent et comique, ce pamphlet donne les clefs du succès à tous les flagorneurs et courtisans à l'échine souple.

Car le geste de l'hypocrite et du flatteur est bel et bien un art à part entière...

1647. Trois cents maximes ou réflexions, qui proposent un art de vivre à la cour comme à la ville, en sauvant son honneur et son monde intérieur.



Jeannette Auguste, enfant trouvée dans un bénitier, devient la fille adoptive du curé de Sornac (Corrèze). Elle mène une existence pieuse et sage entre Mademoiselle

Justine, sœur de l'abbé, et Monsieur Cul-de-plomb, sacristain... En 1917, deux brigades russes, travaillées et divisées par la révolution soviétique, sont éloignées du front français et expédiées au camp de La Courtine en attendant leur rapatriement... Jeanne a pris parti. Emportée par un vertige d'amour, elle lie son sort à celui d'un meneur, Grigori Stépanovitch Globa, abandonne mari, enfant, domicile, foi, réputation, s'habille en homme et le suit jusque devant le tribunal militaire...

Interdit de territoire chinois, Han Dongfang a trouvé refuge à Hong Kong, d'où il mène son combat pour la défense des travailleurs de Chine grâce à son organisation, le China Labour Bulletin.

Après 20 ans d'activisme, Han Dongfang est aujourd'hui l'homme le plus écouté du monde ouvrier chinois.

